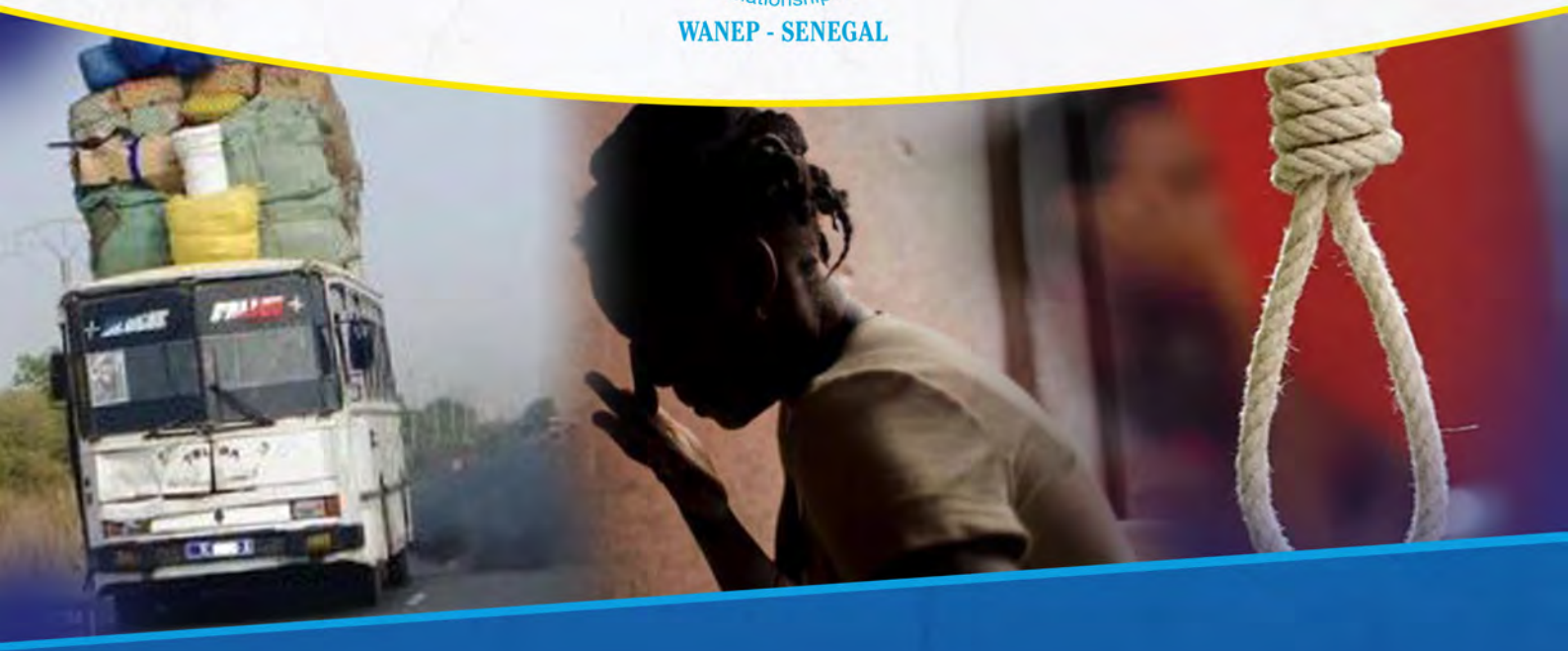
WANEP

Building Relationships for Peace

WANEP - SENEGAL



SENEGAL

RAPPORT SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ HUMAINE

basé sur l'analyse des données du système d'alerte précoce 2025 de WANEP-SENEGAL

(NEWS SENEGAL)

Mars 2026

With funding from
Austrian Development Cooperation
Sweden Sverige

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 3

INTRODUCTION 4

I. APERÇU DU MÉCANISME D'ALERTE PRÉCOCE ET DE RÉPONSE DE WANEP-SÉNÉGAL (NEWS) 5

II. PRÉSENTATION DES DONNÉES & DÉFIS MAJEURS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ HUMAINE PRIS EN COMPTE PAR LE NEWS-SÉNÉGAL (JANVIER À DÉCEMBRE 2025) 8

III. SITUATION PAR THÉMATIQUES EN 2025 11

IV. NOS ACTIONS DE REPONSES 16

V. DÉFIS - PROJECTIONS 2026 & PRIORITÉS D'ACTION - PERSPECTIVES DE WANEP-SÉNÉGAL 21

CONCLUSION 26

NOS PARTENAIRES 27

Avant-propos

Alfred **GOMIS**
Coordonnateur National WANEP-Sénégal

La sécurité en Afrique de l'Ouest est aujourd'hui un enjeu global. Elle va bien au-delà du simple aspect militaire pour inclure la gouvernance, la cohésion sociale, le développement et la résilience des différentes communautés. En effet, les coups d'États militaires, les problèmes liés à la compétition pour l'accès à la terre et à l'eau, le trafic de drogue et d'armes, la traite des êtres humains, la cybercriminalité, le chômage massif des jeunes et les effets du changements climatiques sont tous, aujourd'hui, des menaces croissantes à la stabilité du continent africain.

Ces mutations politiques, sociales, économiques et environnementales imposent une vision globale de la sécurité qui exige donc une approche holistique, multidimensionnelle voire transfrontalière. Cela signifie que la gouvernance démocratique, le développement durable, la coopération régionale et la participation citoyenne sont tous des facteurs importants dans l'instauration d'un climat sécuritaire favorable.

Au Sénégal, la recherche de la sécurité ne se limite plus exclusivement aux fonctions régaliennes de l'Etat, elle dépend aussi de la coopération étroite avec les organisations internationales et les organisations de la société civile. C'est dans cette optique, et dans une démarche inclusive, que le Réseau Ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP Sénégal) joue un rôle déterminant dans la consolidation de la paix et de la sécurité.

En collaboration avec les partenaires institutionnels, techniques et financiers, WANEP Sénégal développe des stratégies et des mécanismes d'édification de la paix et de la prévention des conflits. Grâce à son dispositif national d'alerte précoce, en place depuis 2014, WANEP Sénégal participe à la collecte de données sécuritaires, à l'émission d'alertes et à la diffusion d'informations provenant de sources ouvertes tout en suggérant des réponses appropriées. Le modèle de WANEP Sénégal pourrait être idéalement utilisé dans toutes les actions de réponses face aux défis sécuritaires du fait de sa capacité à fournir une surveillance stratégique continue sur les territoires.

En 2025, et face à l'évolution permanente des dynamiques communautaires et l'influence des nouvelles menaces, WANEP Sénégal a déployé des actions de réponses. Au-delà des sessions de renforcement des capacités, nous avons tenu des dialogues communautaires (à Louga sur la recrudescence des cas de suicides), une tribune sur la recrudescence des cas meurtre, des courriers d'alerte. L'objectif était de contribuer à une prise de conscience collective et à une meilleure réponse nationale face à la recrudescence des homicides et des féminicides au Sénégal en 2025.

C'est le moment de remercier tous les acteurs étatiques et institutionnels qui ont contribué à la réalisation de toutes les initiatives déployées sur le terrain.

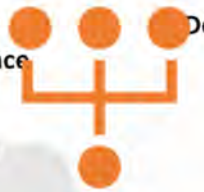
INTRODUCTION

Conçus initialement dans les années 70 et 80, les systèmes d'alerte précoce pour la prévention des conflits n'ont réellement pris une place importante sur la scène internationale qu'après la fin de la Guerre froide, à une époque où les facteurs de conflit et le cadre international de gestion des conflits ont connu une évolution rapide dictée par l'avènement d'une nouvelle donne géostratégique. En effet, les systèmes d'alerte précoce pour la prévention des conflits ont été conçus comme des outils de protection et de préservation de la vie humaine. Ils ont considérablement évolué depuis leur apparition et font désormais partie intégrante de la politique d'un grand nombre d'organisations.

Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, lors de la Journée météorologique mondiale de 2022 a déclaré que « les faits sont sans équivoque. Les alertes précoces permettent de sauver des vies et d'obtenir d'importants avantages financiers. J'invite tous les pouvoirs publics, les institutions financières et la société civile à soutenir cet effort ».

L'alerte précoce, est un mécanisme intégré de suivi de la sécurité humaine. Elle est basée sur une collecte, une vérification systématique et une analyse des informations de sources ouvertes, concernant des espaces géographiques, avec pour objectifs de

a) Donner l'alerte en temps utile pour anticiper ou réduire le risque d'une menace potentielle



b) Développer des réponses stratégiques à des situations sécuritaires,

c) Proposer des options d'action de réponse aux acteurs concernés afin de faciliter la prise de décision

En Afrique de l'Ouest, les systèmes d'alerte précoce ont émergé dans les années 2000. En effet, la fragilité de la paix et de la stabilité dans la sous-région a poussé la CEDEAO à mettre en place depuis 2002 un système régional d'alerte précoce basé sur les communautés dénommé ECOWARN (ECOWAS Warning and Response Network) pour fournir des réponses rapides face aux multiples défis de paix et de sécurité en lien à la criminalité, gouvernance, santé, environnement etc. Le WANEP est le principal partenaire de la société civile au sein de ce système grâce à un Mémorendum d'Entente signé en 2004 avec la CEDEAO puis renouvelé en 2024.

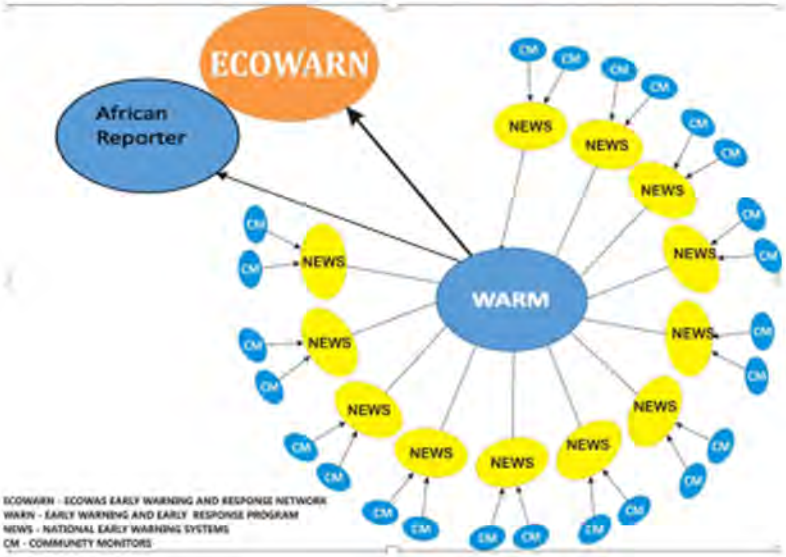
APERÇU DU MÉCANISME D'ALERTE PRÉCOCE ET DE RÉPONSE DE WANEP-SENEGAL (NEWS)

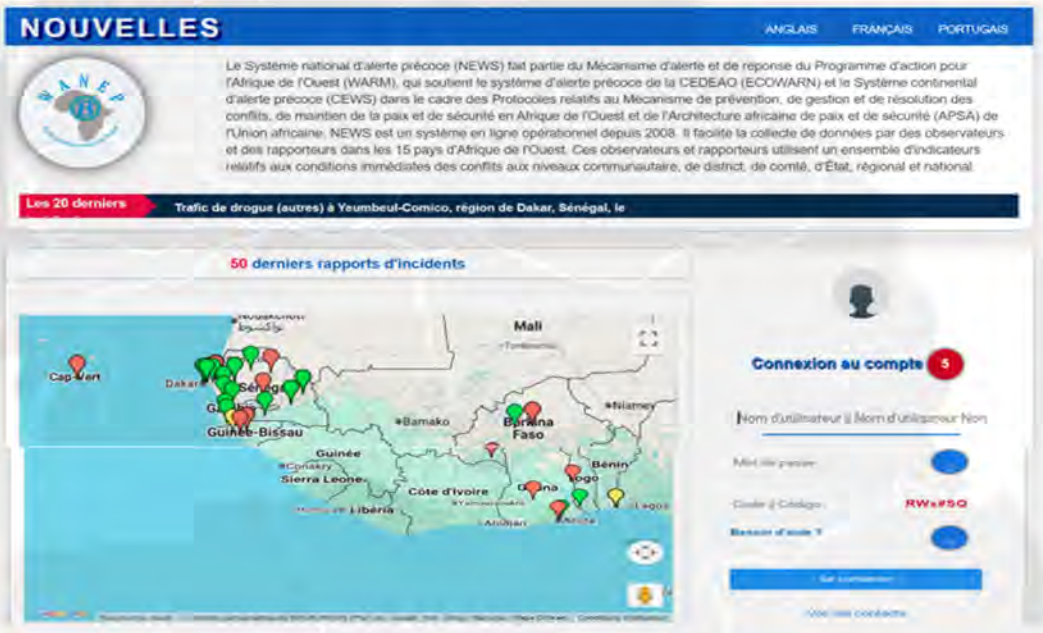
1.1. Le NEWS et son interaction avec les systèmes d'alerte précoce de la CEDEAO et de l'UA

S'inscrivant dans cette dynamique depuis les années 2000, le Réseau d'Alerte et de Réponse de WANEP (WARN = West Africa Early Warning and Response Network) a vu le jour, devenant le programme phare du Réseau Ouest africain pour l'Édification de la paix-/West Africa Network for Peacebuilding (WANEP), depuis son lancement officiel en 1998, avec pour objectif de rendre institutionnelle la culture de prévention en Afrique de l'Ouest.

Ce processus a conduit WANEP en 2008 la conception puis au lancement en 2013 dans tous ses quinze (15) réseaux nationaux, d'un Système National d'Alerte Précoce (NEWS), un élément intégral du Programme WARN afin d'atteindre au niveau national, des communautés éloignées qui sont à risque de catastrophes/crises causées par l'homme et/ou la nature, y compris les conflits violents et de contribuer à améliorer de façon globale la sécurité humaine et le développement socio-économique dans ces communautés.

Le NEWS, cet outil d'aide à la décision, dans une perspective de prévention des conflits est un système en ligne , venant en soutien respectivement dans le cadre d'un accord de partenariat régional et continental, au système d'alerte précoce de la CEDEAO connu sous le sigle de ECOWARN (ECOWAS Early Warning and Response Network) et au Système Continental d'Alerte Précoce (CEWS) dans le cadre des Protocoles relatifs au Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Résolution, de Maintien de la Paix et de Sécurité en Afrique de l'Ouest et de l'Architecture de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (APSA).





Interface du système NEWS

1.2.Les acteurs du système NEWS

Au Sénégal, WANEP, à travers son NEWS, réactivé depuis 2014, s'inscrit dans cette dynamique. Il s'appuie sur un réseau de 20 moniteurs de terrain répartis dans les quatorze (14) régions du Sénégal. Ces moniteurs sont chargés de collecter et de transmettre des informations issues de sources ouvertes, en s'appuyant sur une grille d'indicateurs structurée autour de quatre domaines thématiques :

1.Crime organisé et extrémisme violent,
2.Démocratie et gouvernance,
3.Femmes, paix et sécurité,
4.Sécurité environnementale.

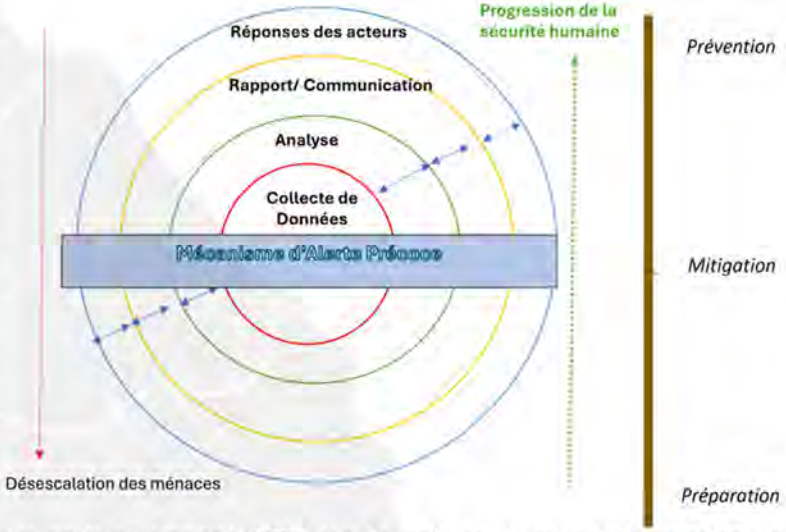
1.3.Les produits du WARM

Au WANEP-Sénégal, la collecte et le traitement des données sont assurés par la responsable du Programme Alerte Précoce appelée NEWS-Manager, assistée de deux collaborateurs. Leurs analyses donnent lieu à la production de divers rapports :

oRapport d'incident
oRapport de situation
oWeekly (hebdomadaire)
o Montly (menusel)
oCourrier d'alerte
oQuick update
oSituation Tracking (Suivi d'analyse)
oPolicy brief (Note d'orientation)

1.4.Mécanisme d'Alerte Précoce et de Réponse de WANEP (WARM)

Sur la base des conclusions formulées, WANEP-Sénégal conçoit et impulse des actions de réponse au sein des communautés.
Il s'agit prioritairement d'alerter les décideurs sur les situations à risque, de leur proposer des pistes d'intervention, puis de mettre en œuvre directement les actions pour lesquelles il n'est pas besoin d'attendre l'État, mais plutôt de tenir informés ses services compétents.
Le présent schéma illustre tout le Mécansime d'Alerte Précoce de WANEP aux fins de mitiguer la menace et au mieux la prevenir dans le but d'aider à la progression de la sécurité humaine.



Le présent rapport 2025 sur la paix et la sécurité humaine de WANEP-Sénégal présente les données sécuritaires recueillies tout au long de l'année 2025 et met en lumière la contribution de l'organisation à la consolidation de la paix au Sénégal. Le but est celui de mobiliser l'ensemble des acteurs autour d'un objectif commun : renforcer les mécanismes de prévention des conflits et de défis sociaux économiques et œuvrer ensemble pour des réponses actionnables.

PRÉSENTATION DES DONNÉES & DÉFIS MAJEURS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ HUMAINE PRIS EN COMPTE PAR LE NEWS-SÉNÉGAL (JANVIER À DÉCEMBRE 2025)

2.1 Tendances 2025

Au cours de l'année 2025, 1.725 incidents ont été collectés et soumis dans le système NEWS. L'analyse fait état de 608 décès et 2.129 blessés.

2.2 Données collectées par thématique

Thématiques		Incidents	Décès	Blessés
1	Crimes organisés et extrémisme violent	693	117	65
2	Démocratie et gouvernance	98	12	31
3	Femmes, Paix et Sécurité	186	44	12
4	Sécurité Environnementale	748	435	2 021
	Total	1 725	608	2 129

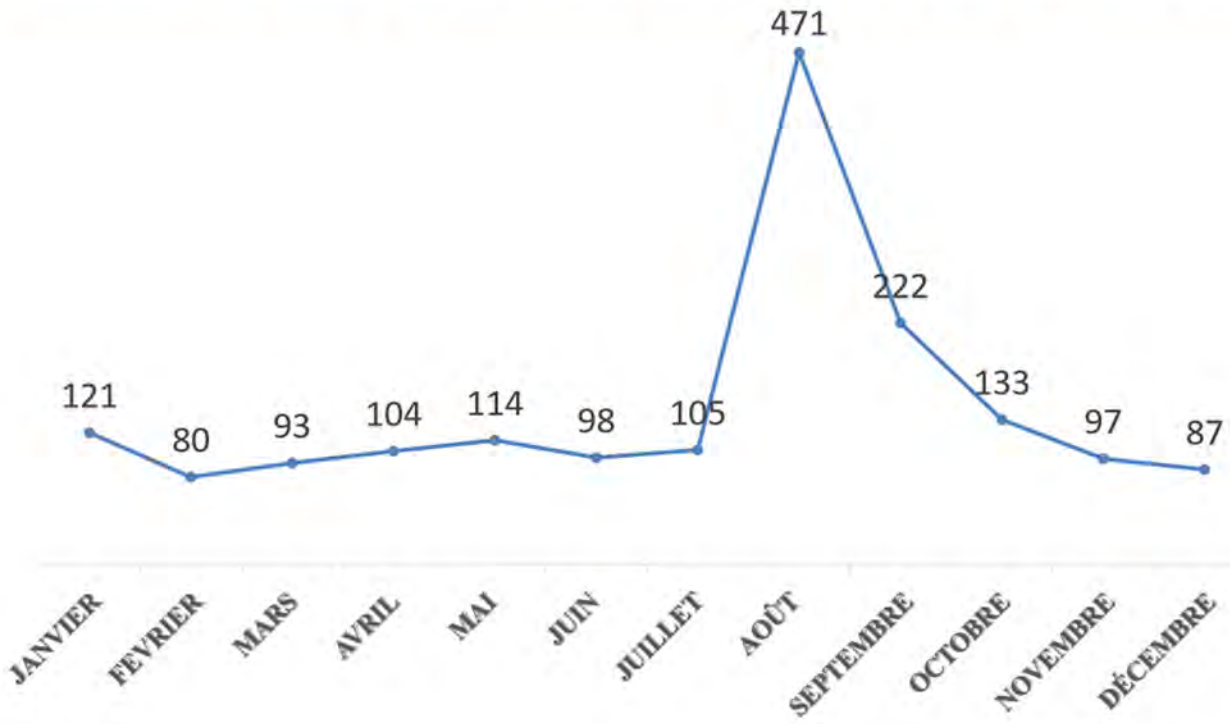
2.3 SITUATION DES PRODUITS DU NEWS

Au cours de l'année, le système d'alerte précoce NEWS de WANEP-Sénégal, a permis de produire cinq types de rapports structurés comme suit :

Type de rapport	Nombre
Rapport hebdommadaire (Weekly)	52
Rapport mensuel de sécurité humaine	12
Courrier d'alerte	2
Suivi de situation /Situation tracking	2
Rapport d'incident soumis par les moniteurs terrains	1 725

Chacun de ces rapports concourt à donner l'alerte et à activier le dispositif de réponse. Ce travail est réalisé grâce à une équipe de 5 personnes du Secrétariat national de WANEP, avec le soutien de 20 moniteurs communautaires (12 hommes, 8 femmes).

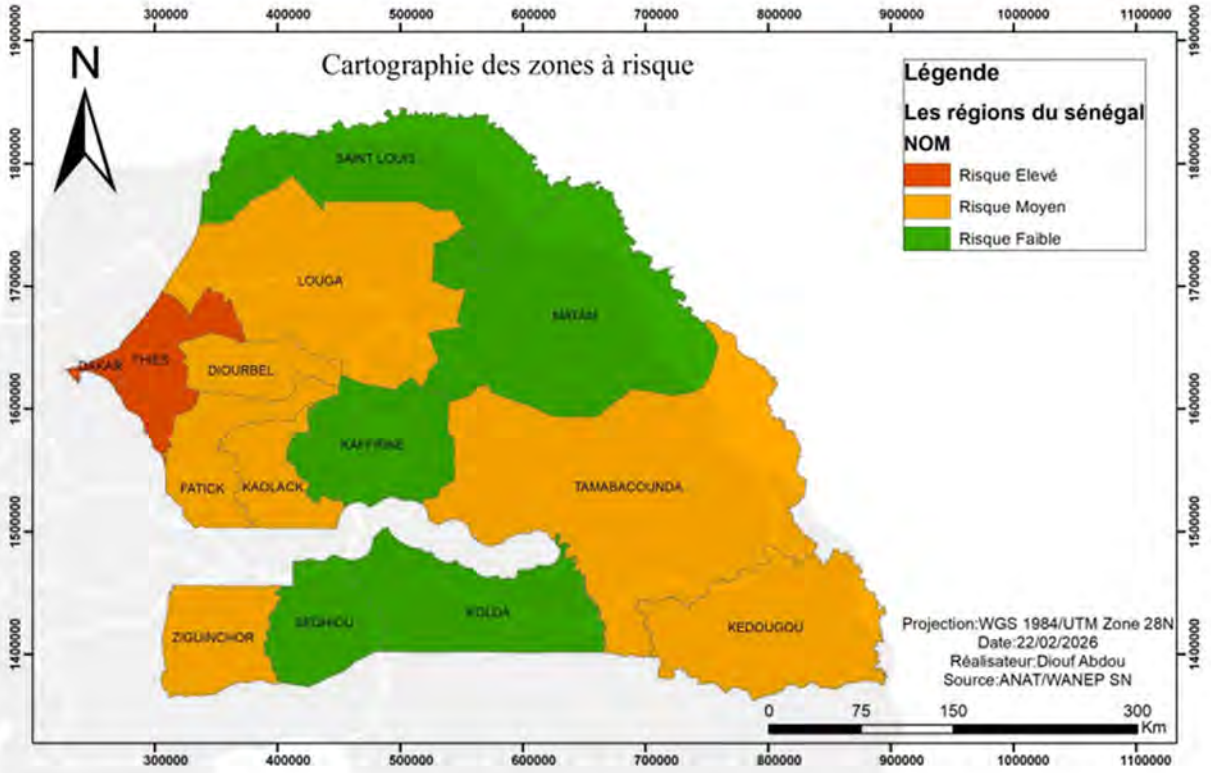
2.4 Evolution mensuelle des incidents enregistrés au cours de l'année 2025



2.5 Cartographie des zones à risques

Grace à l'analyse des données du NEWS-Sénégal, une cartographie des zones à risques a été produite. Sur les 14 régions que compte le Sénégal on dénombre :

2 régions à fort risque (Dakar et Thies) | 7 régions à risque moyen | 5 régions à risque faible



A la base de cette cartographie, WANEP-Sénégal arrive à prioriser le déploiement de ses actions interventions en rapport aux zones les plus à risque. Le choix des thématiques des projets aussi orienté par les défis émergents que révèlent la situation de chaque zone à risque.

SITUATION PAR THÉMATIQUES EN 2025

3.1 Thématique crimes organises et extrémisme violent

Le Sénégal demeure confronté à la persistance de certaines formes de criminalité et de violences, notamment le trafic de stupéfiants, les homicides, les attaques à main armée, les vols, les agressions ainsi que diverses activités criminelles organisées, qui constituent autant de défis pour la sécurité. Bien que le pays demeure relativement épargné par les violences extrémistes qui touchent certaines zones du Sahel, la multiplication d'actes de criminalité et de tensions sociales constitue un enjeu important pour les acteurs de la sécurité et de la prévention des conflits. Dans ce cadre, le système d'alerte précoce NEWS de WANEP assure la collecte et l'analyse des incidents afin d'identifier les risques émergents et d'orienter les réponses appropriées. L'analyse des données enregistrées pour l'année 2025 fait état d'un total de 693 incidents, ayant occasionné 117 décès et 65 blessés, ce qui met en évidence l'impact humain non négligeable de ces événements.

Types d'incidents	Nbre de cas	Morts	Blessés	Régions critiques
Trafic de drogue	355	-	-	Dakar, Thiès, Fatick, Kaolack, Kédougou Ziguinchor
Homicide	91	91	-	Dakar, Thiès, Tamba, Louga
Attaque/Vol à main armée	58	1	28	Dakar, Thiès, Kédougou, Tamba
Suicide	19	19	-	Dakar, Louga

Parmi les points saillants, le trafic de stupéfiants apparaît comme l'un des phénomènes les plus récurrents, avec plusieurs opérations de saisies importantes révélant l'existence de réseaux organisés. Les données mettent également en évidence une recrudescence des violences interpersonnelles, notamment des agressions à l'arme blanche, des coups et blessures volontaires et certains cas d'homicides. Par ailleurs, plusieurs attaques à main armée et braquages ont été signalés contre des commerces, des établissements touristiques et des particuliers, illustrant une criminalité parfois structurée. Les incidents recensés font aussi apparaître la persistance de vols et cambriolages, qui constituent une part significative de la criminalité dans les zones urbaines et périurbaines. Enfin, certaines données révèlent la présence de trafics illicites et d'activités criminelles transfrontalières, témoignant d'une criminalité diversifiée et en mutation qui nécessite le renforcement des mécanismes de prévention et de réponse sécuritaire.

3.2 Thématique Démocratie et Bonne Gouvernance

L'année 2025 a constitué un tournant majeur dans la vie démocratique et institutionnelle du Sénégal, marquée par une série d'événements et de dynamiques qui ont profondément interrogé l'état de la gouvernance et la cohésion sociale. Au cœur de cette période charnière, la question des droits humains et des libertés publiques a occupé une place centrale, illustrée par des tensions récurrentes entre le Gouvernement et les médias privés. L'arrestation de plusieurs journalistes et chroniqueurs sous des chefs d'accusation tels que la « diffusion de fausses nouvelles » ou les « discours contraires aux bonnes mœurs » a ravivé les craintes d'un recul de la liberté d'expression. La reddition des comptes et la gouvernance financière ont été fortement mises en lumière par le rapport de la Cour des comptes, révélant des anomalies dans la gestion du Fonds Covid-19. Les poursuites contre d'anciens ministres et la récupération de fonds détournés ont été perçues comme un signal fort contre l'impunité. Cette situation a suscité des interrogations où l'opposition dénonce une instrumentalisation de la justice à des fins de règlement de comptes.

Parallèlement, le pays a dû faire face à des défis sécuritaires et sociaux transversaux : la recrudescence de l'émigration irrégulière, tensions communautaires et fragilités frontalières. Le phénomène de l'émigration clandestine a pris une ampleur préoccupante, avec l'interception de milliers de candidats au départ, souvent originaires de pays voisins, faisant du Sénégal une plaque tournante des départs vers l'Europe. Les opérations coup de poing menées par la Marine nationale, la gendarmerie et La Division nationale de lutte contre le trafic de migrants et pratiques assimilées (DNLT) ont permis de démanteler plusieurs réseaux, mais elles ont aussi révélé l'ampleur d'un phénomène structurel lié à la précarité et au manque de perspectives pour la jeunesse. Parallèlement, la menace sécuritaire à la frontière malienne s'est concrétisée par des attaques djihadistes à Diboli (à 2km du Sénégal), entraînant un renforcement du dispositif militaire dans l'est du pays, avec la création de nouvelles unités d'élite.

Types d'incidents	Nbre de cas	Morts	Blessés	Régions critiques
Émigration irrégulière	57	12	-	Dakar, Thiès, Saint-Louis, Ziguinchor

Un Naufrage survenu le 23 décembre 2025 au large de Ngazobil (région de Thiès), a causé au moins 12 décès, 32 personnes secourues et plus d'une centaine de disparus
Enfin, le monde universitaire a été secoué par des grèves récurrentes, symptômes d'un malaise plus profond lié aux conditions de vie et d'étude des étudiants. Les retards de paiement des bourses, le manque d'infrastructures et l'absence de dialogue social ont conduit à des affrontements violents entre étudiants et forces de l'ordre, notamment à l'Université Cheikh Anta Diop.

3.3.Thématique Genre – Paix et Sécurité

L'année 2025 a été marquée par une recrudescence alarmante des violences basées sur le genre au Sénégal. Le recensement des faits rapportés fait état de 186 incidents ayant causé la mort de 44 personnes et blessé 12 autres. Ces chiffres illustrent l'ampleur des violences faites aux femmes et aux enfants, dans un contexte où l'impunité, les tabous sociaux et les dysfonctionnements institutionnels continuent de fragiliser les victimes. La diversité des incidents montre une vulnérabilité systémique qui touche aussi bien les zones urbaines que rurales. Mis à part défis liés aux femmes, des défis clefs vis-à-vis des jeunes ont été aussi identifiés.

Types d'incidents	Nbre de cas	Morts	Victimes	Régions critiques
Viol	90	-	Des femmes, des filles mineures, des enfants	Dakar, Thiès, Louga
Homicide	25	25	Des femmes	Dakar, Thiès,
Suicide	10	10	Des femmes, des filles	Louga

Les viols constituent de loin la catégorie d'incidents la plus fréquente. Les victimes sont majoritairement *des filles mineures*, souvent âgées de moins de 15 ans, et les agresseurs sont le plus souvent des proches : voisins, oncles, pères, marâtres, ou figures d'autorité comme des marabouts ou des guérisseurs. Plusieurs cas de viols collectifs et de viols suivis de grossesse sont également rapportés, ajoutant une dimension tragique à ces crimes. Ces violences se déroulent dans *l'espace familial*, souvent sous la menace, et sont fréquemment tues par peur, honte ou pression sociale. Dans certains cas, des médiations familiales tentent d'étouffer l'affaire, empêchant ainsi l'accès des victimes à la justice.

Les violences conjugales occupent une place préoccupante dans ce bilan. Elles se manifestent par des coups et blessures, des séquestrations, des menaces de mort, et parfois des féminicides. Plusieurs femmes ont perdu la vie sous les coups de leur conjoint, parfois après des disputes banales (repas, argent, jalousie).

Plusieurs cas d' *infanticides* ont été enregistrés, impliquant de jeunes mères ayant caché leur grossesse et mis fin aux jours de leur nouveau-né, souvent par strangulation ou noyade. Ces actes désespérés surviennent dans un contexte de honte sociale, de précarité ou de pression familiale. Ils révèlent l'absence de soutien psychologique et social pour les femmes en détresse.

Les agressions sexuelles sur mineurs, y compris les *garçons*, sont également fréquentes. Elles impliquent *des figures d'autorité* (maîtres coraniques, enseignants, vigiles) ou des voisins. Plusieurs affaires de pédophilie ont été jugées, avec des peines allant de la prison ferme à la réclusion. **Ces violences laissent des séquelles profondes et durables chez les victimes.**

3.4 Thématique sécurité environnementale

L'année 2025 a été marquée par une actualité dramatique en matière de sécurité environnementale au Sénégal. Le recensement des faits rapportés fait état de 748 incidents ayant causé la mort de 435 personnes et 2021 blessés. Ces chiffres illustrent l'ampleur des défis auxquels le pays est confronté, entre insécurité routière chronique, incendies dévastateurs, noyades récurrentes et accidents liés aux intempéries et aux défaillances structurelles. La diversité des événements montre une vulnérabilité systémique qui touche aussi bien les zones urbaines que rurales.

Types d'incidents	Nbre de cas	Morts	Blessés	Régions critiques
Accident de la circulation	625	304	1973	Dakar, Louga, Thiès, Tamba, Diourbel, Kaolack
Incendie	43	8	1	Dakar, Thiès, Louga, Kaffrine, Tamba
Noyade	34	47	0	Dakar, Thiès, Tamba, Ziguinchor,

Les accidents de la circulation constituent de loin la catégorie d'incidents la plus meurtrière. Ils représentent la majorité des pertes humaines enregistrées au cours de l'année. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, les défaillances mécaniques, le mauvais état des routes, ou encore l'absence de signalisation adéquate. À cela s'ajoutent *les conditions météorologiques défavorables* et *la présence d'animaux en divagation* sur certaines routes. Les accidents impliquant des bus et des minicars de transport ont parfois entraîné des bilans particulièrement lourds. Certains drames collectifs ont marqué l'année, notamment lors de grands événements religieux ou de déplacements massifs de populations, illustrant les risques liés à la *surcharge* des véhicules et au *non-respect des règles de sécurité routière*. Les conducteurs de *motos Jakarta* sont particulièrement exposés aux accidents, souvent impliqués dans des collisions avec des véhicules lourds ou des pertes de contrôle. *L'absence fréquente de port du casque* aggrave la gravité des blessures et augmente le risque de décès. Par ailleurs, *les piétons*, notamment *les enfants* paient un lourd tribut, victimes d'accidents mortels lors de traversées de routes non sécurisées, particulièrement à proximité des écoles ou des habitations. *Le manque d'infrastructures adaptées* (passages protégés, ralentisseurs, signalisation) accentue cette vulnérabilité.

Les incendies, qu'ils soient domestiques, de brousse ou survenus dans des marchés, constituent un autre défi majeur. Ces sinistres provoquent d'importantes pertes matérielles et, dans certains cas, des pertes en vies humaines. Ils sont généralement liés à des courts-circuits, des imprudences, des actes criminels ou au stockage de produits inflammables dans des conditions précaires.

Les noyades représentent également une cause importante de mortalité, touchant principalement les enfants et les jeunes. Elles surviennent en mer, dans les fleuves, les marigots ou dans les bassins de rétention d'eaux pluviales. L'absence de surveillance, la baignade dans des zones non sécurisées et le manque de sensibilisation aux risques aquatiques figurent parmi les principaux facteurs explicatifs.

Enfin, *la saison des pluies* accentue la vulnérabilité des populations en provoquant des inondations, des électrocutions ou des foudroiements. Les effondrements de bâtiments et les accidents sur les chantiers révèlent par ailleurs le non-respect de certaines normes de construction et l'insuffisance des dispositifs de sécurité pour les travailleurs

NOS ACTIONS DE RÉPONSE

4.1.Dialogue Communautaire sur la Prévention du Suicide à Louga

Le samedi 22 mars 2024, WANEP Sénégal a organisé un dialogue communautaire à Louga sur le thème : « Comprendre et prévenir le suicide : Briser le silence pour sauver des vies ». Cette initiative visait à sensibiliser la population locale aux causes profondes du suicide, à identifier les signes d'alerte et à promouvoir les moyens de prévention.

En réunissant 39 participants issus de divers horizons (autorités locales, forces de sécurité, professionnels de santé, leaders communautaires et religieux, société civile, élèves et associations de jeunes), l'activité a permis de briser les tabous entourant la santé mentale. Les échanges ont favorisé une meilleure compréhension des multiples facettes du phénomène et ont outillé les participants pour reconnaître les signes avant-coureurs et intervenir de manière appropriée auprès des personnes en détresse. Cette activité a été diffusé en direct par une radio communautaire "Carrefour FM" basée à Louga afin de toucher le maximum de cibles.

4.2.Tribune sur la Recrudescence des Meurtres au Sénégal

Face à l'augmentation inquiétante des violences meurtrières au Sénégal – allant des féminicides aux règlements de comptes – WANEP Sénégal a organisé une tribune à Dakar le [Date]. L'objectif était de contribuer à une prise de conscience collective et d'impulser une réponse nationale plus efficace face à cette escalade de violence observée entre janvier et octobre 2025.
L'événement a rassemblé 30 personnes, incluant des autorités judiciaires, des forces de sécurité (Police et Gendarmerie), des organisations de la société civile, des leaders religieux et communautaires, des associations de femmes et des jeunes. La présence d'experts (criminologues, sociologues, psychologues) et de professionnels des médias a enrichi les débats, permettant une analyse approfondie des causes et des mesures de prévention à mettre en œuvre.

4.3 Dialogue Multi-Acteurs sur l'Engagement Citoyen des Jeunes

Les 8 et 9 décembre 2025, WANEP Sénégal, avec le soutien de l'Union Européenne, a organisé à Dakar un atelier de « Dialogue multi-acteurs sur l'engagement citoyen des jeunes dans les initiatives locales et nationales ». Cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (pilier « Participation ») et de l'ODD 16, visant à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives.

61 participants, représentant onze des quatorze régions du Sénégal, ont pris part à ces deux jours de réflexion. Le résultat phare de cet atelier a été l'élaboration d'un plan d'action opérationnel. Ce plan vise à structurer les initiatives de leadership politique portées par de jeunes ambassadeurs et ambassadrices, en vue des élections locales de 2027.

4.4 Sensibilisation contre les Cancers Féminins dans les Écoles de Dakar

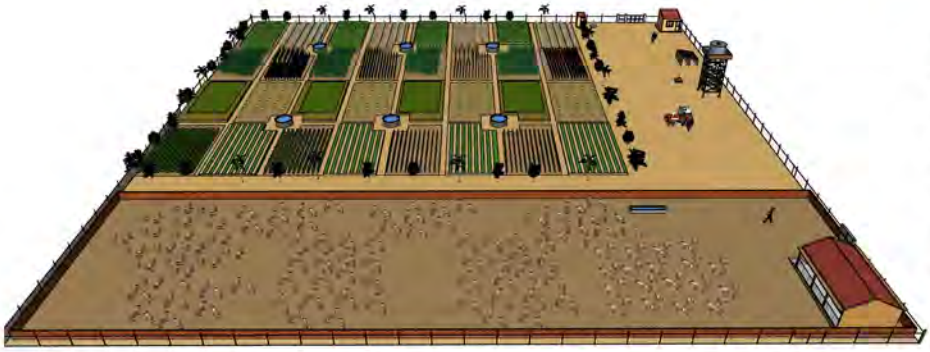
Le cancer restant un défi majeur de santé publique, en particulier chez les femmes, WANEP Sénégal a organisé une série d'activités de sensibilisation les 30 octobre et 7 novembre 2025. Tenues au Lycée Ousmane Sembène et à l'école élémentaire Demba Ndoye de Yoff (Dakar), ces sessions visaient à informer les jeunes filles sur les cancers féminins, l'importance de la vaccination contre le HPV et le dépistage précoce.

Menée en partenariat avec l'UNAPES, l'hôpital Philippe Maguilen Senghor et l'Association des malades du cancer, cette campagne a touché plus de 370 participants.

L'objectif était d'améliorer les connaissances des cibles, d'encourager les comportements préventifs et, à terme, de contribuer à réduire la prévalence et à améliorer la prise en charge

4.5.Lutte contre le Vol Transfrontalier de Bétail (Sénégal-Guinée Bissau)

Depuis 2022, WANEP Sénégal met en œuvre un projet visant à lutter contre le vol transfrontalier de bétail entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. Financée par la Coopération Autrichienne de Développement (ADA), cette initiative a pour objectif de restaurer la sécurité, soutenir le relèvement économique et renforcer la cohésion sociale entre les communautés des zones frontalières.



Les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda (Sénégal) et les secteurs de Cacheu, Oio et Bafata (Guinée-Bissau) sont les principaux foyers d'intervention. Parmi les réalisations majeures, on compte la mise en place d'enclos communautaires dans la région de Kolda, sécurisant ainsi le bétail et renforçant la confiance entre les populations et les autorités. Ce projet vise 1500 bénéficiaires.

4.6 Police de Proximité pour la Prévention de l'Extrémisme Violent à Saraya

De 2021 à 2024, WANEP Sénégal a mis en œuvre un projet dans le département de Saraya (Kédougou) pour renforcer la collaboration entre les forces de sécurité et les populations. Financé par la Friedrich Ebert Stiftung, ce projet visait à prévenir l'extrémisme violent par le biais de mécanismes communautaires et l'amélioration de la coordination locale des réponses sécuritaires. Le nombre de bénéficiaires touchés est de 487 personnes et près de 500 enquêtés pour l'élaboration du diagnostic local de sécurité.
Déployé en trois phases à travers treize activités dans les six communes du département, le projet a permis de former neuf moniteurs communautaires à l'alerte précoce, de formaliser un système d'alerte local et d'installer six Comités Citoyens de Sécurité (CCS). Ces comités ont également été soutenus dans la mise en œuvre d'actions pilotes.

4.7.Projet : Dialogue sur la Justice et la Sécurité

Entre 2019 et 2025, WANEP Sénégal et l'US Institute of Peace (USIP) ont mis en œuvre un projet d'envergure visant à améliorer la sécurité au Sénégal par l'engagement communautaire. Financé par le Département d'État américain, ce projet s'est déroulé en plusieurs phases, couvrant des régions clés : Guédiawaye (2019), Ziguinchor (2020), Kolda et Sédhiou (2022), puis Tambacounda, Kaffrine, Kédougou et d'autres en 2025.
Parmi les réalisations marquantes, on note :

- L'institutionnalisation de la police de proximité par le ministère de l'Intérieur.
- La mise en place d'un cadre national et l'organisation d'une conférence nationale sur la sécurité collaborative.
- Un atelier inter-régional réunissant le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée à Kolda.

Ce projet structurant a touché plus de 1000 personnes. Cependant, il a dû être interrompu en raison d'une suspension des financements par la nouvelle administration américaine.

4.8.Projet E-MAM (Suivi, analyse et atténuation de la violence électorale), financé par l'UE

WANEP Sénégal, avec l'appui financier de l'Union Européenne (UE), a mis en œuvre le projet E-MAM (Electoral Violence Monitoring, Analysis and Mitigation – « Suivi, Analyse et Atténuation de la Violence Électorale ») dans le cadre de l'élection présidentielle de 2024 et des élections législatives. Ce projet vise à contribuer à la réduction des violences électorales, au renforcement de processus politiques et électoraux pacifiques, ainsi qu'à la consolidation de la démocratie au Sénégal.
Dans cette perspective, un Système d'Alerte Précoce (SAP) a été déployé afin d'assurer un suivi en temps réel des signaux d'alerte et des facteurs susceptibles de déclencher des violences électorales dans les zones identifiées comme sensibles. Fondé sur un ensemble d'indicateurs d'analyse, ce dispositif permet d'anticiper les risques et de recommander des réponses rapides et adaptées. Sur la base des alertes générées par ce système, plusieurs actions de réponse ont été mises en œuvre par des groupes d'intervention, à travers des sous-subventions.

Ces interventions ont notamment pris la forme d'initiatives de médiation, d'activités de sensibilisation, de dialogues communautaires, de campagnes de communication digitale, ainsi que d'autres actions visant à prévenir les tensions et à promouvoir un climat électoral apaisé.

DÉFIS - PROJECTIONS 2026 & PRIORITÉS D'ACTION - PERSPECTIVES DE WANEP-SÉNÉGAL

DÉFIS

- Insuffisance des financements et investissements dans les actions de prévention au niveau national
- Manque de cadre de collaboration et de synergie entre les acteurs civils et institutionnels travaillant dans la recherche et l'action sur Paix, Sécurité et Développement
- Capacités limitées pour le renforcement des réseaux communautaires d'alerte précoce à travers le maillage complet du territoire pour plus d'éfficacité dans la collecte des données et la disponibilité des produits à temps opportun.

PERSPECTIVES

Redynamisation du Système National d'Alerte Précoce : Formation et opérationnalisation de 50 Points Focaux dans la collecte des informations et la soumission des rapports

Projet d'autonomisation des femmes à travers une filière innovante : la myciculture ou culture de champignons, pour renforcer leur résilience

« Sport for Peace and change » avec pour objectif de lutter contre la violence et renforcer la cohésion sociale par le sport

Démarche de police de proximité pour renforcer la sécurité dans les zones transfrontalières du Sénégal, du Mali, de la République de la Guinée et de la Guinée bissau

Mise en place de quatre (04) conseils communaux de médiation pour renforcer la cohésion sociale

Plaidoyers en vue de la réduction des pertes en vies humaines liées à la sécurité environnementale (435), à la criminalité (117), et aux violences faites aux femmes et filles (44)

Plaidoyer pour la mise en place d'un cadre multi-acteurs Paix - Sécurité - Développement

Actions de veille dans la promotion des agendas FJPS au Sénégal

PROJECTIONS 2026
EN LIEN AUX DÉFIS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ HUMAINE

1. Persistance de la délinquance urbaine/rurale et de la criminalité numérique

L'année 2025 a été marquée par une recrudescence des infractions en zones urbaines et rurales et une explosion des menaces numériques. Ce climat alimente un sentiment d'insécurité persistant au sein de la population. Le bilan de la Gendarmerie nationale publié le 13 février 2026 fait état de 10 407 infractions en 2025, réparties entre 8 767 délits et 1 640 crimes.

Les points de vigilance majeurs incluent : l'insécurité rurale avec une augmentation du vol de bétail de +124 % et des vols qualifiés de +57,87 %, exacerbée par la vulnérabilité géographique des terroirs d'une part et d'autre part par la cybercriminalité en pleine intensification, particulièrement concentrée dans la zone urbaine de Dakar.

La criminalité économique reste aussi l'un des défis à suivre en 2026. Elle est portée par une hausse de l'évasion fiscale et des fraudes bancaires en ligne. Selon l'Organized Crime Index, le pays occupe désormais la 11e place africaine. Ce qui reste un défis.

Face à la persistance de ces fléaux, l'année 2026 doit marquer un tournant vers une synergie d'action globale en vue de réduire durablement la criminalité. Cela passera par une articulation renforcée entre les stratégies étatiques (moyens opérationnels, réformes législatives) et les initiatives non étatiques (société civile, secteur privé, comités de vigilance).

2. Intensification des initiatives de promotion de la sécurité routière

La sécurité routière reste l'un des défis majeurs noté au cours de l'année 2025, marquée par une hausse significative des accidents malgré les efforts gouvernementaux.

Au regard des données NEWS et des chiffres officiels de la Gendarmerie nationale publiés début 2026, faisant cas de 7 532 accidents recensés sur l'ensemble du territoire, avec 850 décès, soit une augmentation d'environ 23 % par rapport à l'année précédente, le besoin de renforcer des campagnes de sensibilisation et de durcir les peines en urgence s'imposent en vue d'espérer réduire les cas d'accidents de route et sauver des vies.

3. Forte présomption de cas de viols et de féminicides

L'année 2025 marque un tournant critique au Sénégal, où la recrudescence des féminicides (au moins 20 cas selon les données) révèle l'insuffisance des mécanismes de protection malgré la criminalisation du viol. Cette violence structurelle, touchant près de 30 % des femmes dans des régions comme Dakar, Thiès et Louga, engendre un climat d'insécurité permanente qui pèse lourdement sur la santé mentale des victimes.
Face à ce constat, l'émergence de mouvements comme « Luy Jot Jotna », le collectif dafadoy, AJS témoigne d'une rupture du silence et d'une exigence citoyenne pour une réponse pénale plus spécifique. Parallèlement, le lien entre ces violences et le risque suicidaire souligne l'urgence d'une prise en charge holistique, intégrant à la fois la justice et le soutien psychologique. Notant la faiblesse dans le système de protection communautaire des femmes et des filles, la probabilité de la survenance de cas de viols et de féminicides en 2026, reste forte.

PROJECTIONS 2026
EN LIEN AUX DÉFIS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ HUMAINE

4. Intégration des défis climatiques dans la planification du chantier paix et sécurité

En 2025, le Sénégal a fait face à une persistance critique des défis environnementaux. Malgré des efforts soutenus, le pays demeure vulnérable à des crises structurelles et climatiques urgentes. Pour protéger les populations littorales, notamment à Saint-Louis et dans les villages de pêcheurs, l'intensification de la lutte contre l'érosion côtière s'impose comme une priorité absolue. Parallèlement, la lutte contre la dégradation des terres et la déforestation — menaces directes pour la sécurité alimentaire rurale — constituera un enjeu stratégique majeur de l'année 2026. Dans ce contexte, le référentiel « Sénégal Vision 2050 » s'affirme comme le cadre moteur d'une transformation systémique vers la durabilité. Pour 2026, l'enjeu pour les parties prenantes sera de renforcer leurs synergies afin de déployer des réponses concertées à impact rapide. Les actions prioritaires devraient essentiellement porter sur l'amélioration de la couverture des systèmes d'alerte précoce face à l'érosion côtière, à la dégradation des terres, à la déforestation, aux cas d'incendies et de noyades.

5. Intensification des interceptions des migrants clandestins

En 2025, le Sénégal reste un point de départ majeur pour l'émigration clandestine vers l'Europe (îles Canaries), avec une intensification des départs et des interceptions, malgré une baisse des arrivées globales aux Canaries par rapport à 2024.
Plus de 3 700 migrants ont été interpellés, et des milliers de vies ont été perdues, dans un contexte de chômage persistant (environ 20% au premier trimestre 2025) et une jeunesse en quête d'opportunités. Face à cette situation, le Sénégal a intensifié ses opérations de contrôle. Le bilan de la Gendarmerie fait état de plus de 2 700 personnes interpellées au cours de l'année 2025, dont un grand nombre d'étrangers utilisant le Sénégal comme point de transit. Au regard de persistance de la crise structurelle de l'emploi et des facteurs socioculturels profonds, où la réussite à l'étranger reste perçue comme l'unique moyen de prestige social et de soutien financier pour les familles restées, les flux de migrants irréguliers vont s'accroitre en 2026, impliquant inévitablement l' intensification des interceptions de la part de la gendarmerie nationale.

PRIORITÉS D'ACTION POUR 2026

Face aux violences faites aux femmes et aux filles

1. Renforcement du cadre législatif et judiciaire par la reconnaissance pénale du féminicide, la révision du code de la famille, l'application stricte des lois;

2. Amélioration des mécanismes de protection et de prise en charge des victims de VBG (création de structures offrant des soutiens medicaux - psychologique et juridique dans toutes les regions "modèle des guichets-uniques'; promotion autour de l'utilisation du numero vert 116)

3. Intensification des campagnes de sensibilisation pour briser le silence face aux harcelement en ligne et augmentation du bugdet alloué au Plan d'action de lutte contre les VBG

Face à la criminalité

1. Généralisation de la police de proximité et renforcement des moyens de la gendarmerie dans les zones enclaves; adoption de technologies de marquage du bétail et le durcissement des sanctions.

2. Renforcement de l'insertion socio-économique des jeunes par la création des opportunités économiques (emplois, agro-industrie); l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, électricité) et la modernisation agricole.

Face aux défix climatiques et aux incendies

1. Accélération de la protection côtière par l'intensification des travaux d'urgence contre l'érosion maritime, particulièrement à Saint-Louis et sur la petite côte, pour protéger les habitations et les infrastructures touristiques.

2. Sécurisation de la souveraineté alimentaire par l'accélération de la transition vers des semences résilientes (cycle court, tolérance à la chaleur) et finalisation de la nouvelle politique agro-industrielle pour réduire la dépendance aux importations.

3. Accélération du processus de modernisation et de refondation du système national de protection civile en lien à la prévention et à l'intervention face aux incendies urbains et aux feux de brousse, par les Ministres en charge du Commerce et des Collectivités territoriales tel que décidé lors du conseil de ministre du 22 janvier 2025.

Face aux accidents de route

1. Application et sanction, avec toute la rigueur requise des infractions des usagers au code de la route

2. Renforcement des conditions d'attribution du certificat de visite technique et du permis de conduire

3. Renouvèlement régulier du parc national automobile (transport en commun, poids lourds) afin d'éradiquer la circulation des véhicules en état d'épave

4. Mise en place des dispositifs de contrôle réguliers sur les axes routiers les plus accidentogènes.

CONCLUSION

La prévention est moins coûteuse que la réaction.

Davantage d'investissements dans la prévention par le biais de l'alerte précoce et la réponse rapide, permettra de renforcer la sécurité humaine et la paix sociale au Sénégal.

Chers partenaires de WANEP-SENEGAL, vos contributions à la paix et à la sécurité humaine pour cette année 2026 sont cordialement encouragées

NOS PARTENAIRES

With funding from
Austrian Development Cooperation

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG
Bureau Paix et Sécurité
Centre de Compétence
Afrique Subsaharienne

Sweden
Sverige

StrategicCapacity

PNUD

GOREE INSTITUTE

UNITED STATES INSTITUTE OF PEACE

ADRESSE YOFF, CITÉ APECSY ECOLOGIQUE LOT N°E/48 (PORTE PRINCIPALE STADE MUNICIPAL DE YOFF) - DAKAR – SENEGAL

TÉL (221) 33 855 02 16 I 76 329 19 43 I 77 551 14 20

EMAIL : WANEP-SENEGAL@WANEP.ORG

WWW.WANEPSENEGAL.ORG I WWW.WANEP.ORG